

MARCHE COMPOSITE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

26M25

**Prestations de nettoyage des vitreries des centres et composantes de
l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne**

Vu le code de la commande publique

Vu le décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 portant modification de diverses dispositions codifiées dans la partie réglementaire du code de la commande publique

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS)

Vu la délibération n° CA/2025-04-25/01 du conseil d'administration du 24 avril 2025 portant résultat de l'élection de Madame Christine NEAU-LEDUC en qualité de Présidente de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Pouvoir adjudicateur :

Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne
12, place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Désignation du comptable assignataire :

L'Agent Comptable de l'université Paris 1 Panthéon - Sorbonne
12, place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Imputation budgétaire :

Budget de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Référence de la consultation : 26M25

Procédure de mise en concurrence : La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément à l'article R.2124-2 al.1 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 / OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITITONS GENERALES.....	4
1-1 / DEFINITION DE L'OBJET DU MARCHÉ	4
1-2 / DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES	4
1-3 / NATURE ET FORME DU MARCHÉ.....	4
1-4 / DECOMPOSITION DES PRESTATIONS.....	5
1-5 / DUREE DU MARCHÉ ET CALENDRIER D'EXECUTION	5
1-5.1 <i>Durée du marché</i>	5
1-5.2 <i>Reconductions</i>	5
1-5.3 <i>Respect du calendrier fixé annuellement</i>	5
ARTICLE 2 / PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
2-1 / PIECES PARTICULIERES	6
2-2 / PIECES GENERALES	6
ARTICLE 3 / DEFINITION DU CADRE D'EXECUTION	7
3-1 / MODALITES D'EXECUTION DE LA PARTIE A BONS DE COMMANDE	7
3-2 / LIEUX D'EXECUTION	7
ARTICLE 4 / DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	7
ARTICLE 5 / OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
5-1 / RESPECT DE LA REGLEMENTATION	7
5-2 / CONFIDENTIALITE	8
5-3 / RESPONSABILITE ET ASSURANCES	8
5-3.1 <i>Responsabilités</i>	8
5-3.2 <i>Assurances</i>	8
5-4 / PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
5-5 / COMPORTEMENT DU PERSONNEL.....	9
ARTICLE 6 / SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 7 / RECEPTION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 8 / PRIX.....	11
8-1 / FORME DES PRIX.....	11
8-2 / VARIATION DES PRIX.....	11
ARTICLE 9 / MODALITES DE REGLEMENT	12
9-1 / BONS DE COMMANDE	12
9-2 / ACOMPTES.....	12

9-3 / AVANCE POUR LA PARTIE FORFAITAIRE UNIQUEMENT SI ELLE EST SUPERIEURE A 50 000 € HT	12
9-4 / DELAI DE PAIEMENT	13
9-5 / INTERETS MORATOIRES	13
9-6 / CESSIION DE CREANCES OU NANTISSEMENT.....	13
9-7 / FACTURES ELECTRONIQUE VIA CHORUS PRO	14
ARTICLE 10 / PENALITES	14
ARTICLE 11/ CLAUSE SOCIALE.....	15
ARTICLE 12 / RESILIATION	16
ARTICLE 13 / REGLEMENT DES LITIGES	16
ARTICLE 14 / DEROGATIONS AU CCAG/FCS	17

ARTICLE 1 / OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIFS GÉNÉRAUX

1-1 / Définition de l'objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les prestations de nettoyage des vitreries des centres et composantes de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Les spécifications techniques sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) numérotés 26M25.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) définit les conditions administratives particulières dans lesquelles s'effectueront les prestations définies dans le CCTP.

1-2 / Désignation des parties contractantes

Le Pouvoir adjudicateur est dénommé ci-après, « l'université ».

La société retenue est dénommée ci-après, « le titulaire ».

1-3 / Nature et forme du marché

Le marché est soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, en application de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021.

Conformément à l'article R.2112-6 alinéa 1 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché composite comprenant une partie ordinaire traitée à prix global et forfaitaire pour les prestations récurrentes et une partie à bons de commande traitée à prix unitaire pour les prestations occasionnelles dont les prestations de vitrerie grande hauteur.

Les prestations occasionnelles seront exécutées au fur et à mesure de la survenance des besoins et de l'émission de bons de commande, en application des dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique du 1er avril 2019, et dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du même code.

La partie à bons de commande sera conclue dans les limites financières suivantes :

- Sans montant minimum annuel ;
- Montant maximum annuel : 25 000 € HT.

Les prix des prestations occasionnelles sont définis dans le document appelé Bordereau des Prix Unitaires (dénommé ci-après BPU) et seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché.

Code CPV	
90911300-9	Services de nettoyage des vitres

Code NACRES	
BB.13	Services de nettoyage des vitres

1-4 / Décomposition des prestations

Le présent marché n'est pas alloti en raison de l'absence de prestations distinctes. En effet, ce marché a pour objet unique le nettoyage de la vitrerie. En outre, le découpage en lot risque de rendre plus couteuse l'exécution des prestations notamment en ne permettant pas d'économie d'échelle. Enfin, un tel allotissement alourdirait anormalement le suivi et la gestion d'un marché ne portant que sur une prestation simple.

1-5 / Durée du marché et calendrier d'exécution

1-5.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

1-5.2 Reconductions

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le marché est renouvelable trois (3) fois, par période d'un an, par tacite reconduction, sans que sa durée puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Pour ne pas reconduire le marché, l'université doit se prononcer par écrit, notamment via la plateforme PLACE, en respectant un préavis d'un mois avant la date anniversaire du marché (date de notification). En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

1-5.3 Respect du calendrier fixé annuellement

Le titulaire devra établir, en lien avec les responsables de chaque centre, un calendrier annuel des deux (ou trois pour certains centres) passages. Ce calendrier sera transmis au moins un mois avant le 1^{er} passage périodique.

Le titulaire est tenu de respecter les dates et heures de passage fixées en lien avec les responsables de chaque site pour la réalisation des prestations. En cas d'impossibilité, il devra avertir l'université 72 heures avant sous peine de pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

De manière générale, le titulaire devra sauf indication contraire expresse, respecter le calendrier universitaire, c'est-à-dire pour les sites recevant du public, les prestations seront donc faites durant les congés universitaires sauf indication contraire du responsable du site.

1-6 / Modifications du marché – Clause de réexamen

En cas de survenance d'une circonstance exceptionnelle que des parties diligentes ne pouvaient pas prévoir ou anticiper et bouleversant l'économie générale du marché, les conditions d'exécution du contrat pourront faire l'objet d'un réexamen entre le titulaire et l'université.

Le titulaire du marché présentera par courriel à l'université une demande motivée de réexamen des conditions du marché. Il lui appartiendra de fournir à cette fin tout document permettant à l'université de procéder à des constatations contradictoires lui permettant d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Après examen des justificatifs, si l'université juge la demande fondée, des échanges seront engagés avec le titulaire afin de réexaminer certaines clauses du contrat.

L'université peut également mettre en œuvre la clause de réexamen de façon unilatérale.

Les modifications envisagées du marché ne pourront porter que sur la clause de variation de prix (formule et périodicité de son application).

L'appréciation du bouleversement économique du marché s'appréciera après application de la clause de variation des prix prévue au marché.

Dans tous les cas, les évolutions du contrat seront actées par la conclusion d'un avenant. En outre, ces modifications ne pourront être défavorables au titulaire du marché. Pour des raisons évidentes (travaux, cas de force majeure, ...) le patrimoine immobilier de l'université peut évoluer à la hausse ou à la baisse durant l'exécution du marché et emporter la nécessité d'avenant(s) de retrait (de site entier ou d'une partie des prestations sur un ou plusieurs sites). Le titulaire ne pourra pas s'y opposer.

Après signature de l'avenant, le titulaire ne pourra plus émettre aucune réclamation quant aux éléments financiers ou aux modalités d'exécution du marché couverts par l'avenant.

ARTICLE 2 / PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS :

2-1 / Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (A.E.) du titulaire et ses annexes financières :
 - Annexe n°1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) ;
 - Annexe n°2 : Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe :
 - Annexe n°1 : Tableau des surfaces et des fréquences de nettoyage des centres de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne ;
- Le Cadre de Réponses Techniques (C.R.T.) du titulaire et ses éventuelles annexes ;
- Les fiches techniques du titulaire attestant de la certification ecolabel des produits d'entretien.

2-2 / Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché ;
- Les normes en vigueur.

Toutes informations contraires aux pièces particulières et générales citées, qui seraient contenues dans les clauses générales de ventes sont réputées nulles et non avenues.

ARTICLE 3 / DEFINITION DU CADRE D'EXECUTION

3-1 / Modalités d'exécution de la partie à bons de commande

Pour chaque demande relative à la partie à bons de commande de l'université, le prestataire adresse une proposition technique et financière (PTF) :

- A Monsieur Timothée DUVAL (Timothee.Duval@univ-paris1.fr) et Madame Monique LIER (Monique.Lier@univ-paris1.fr)

Une copie à la direction de la Logistique (DL@univ-paris1.fr) concernée par la PTF sera également fournie.

La date d'exécution de la prestation est fixée avec le responsable de centre.

Cette proposition devra notamment comporter les éléments suivants :

- le numéro du présent marché ;
- la date d'intervention prévue ;
- la nature des prestations ;
- les montants en € HT des prestations (strictement conformes au BPU) ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants en € TTC.

La PTF actée sera retournée au prestataire, accompagnée d'un bon de commande (engagement) pour confirmer la demande d'exécution de la prestation.

3-2 / Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution sont mentionnés à l'article 3-1 du CCTP.

ARTICLE 4 / DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les descriptions techniques des prestations ainsi que leurs spécifications techniques sont décrites dans le CCTP numéroté 26M25.

ARTICLE 5 / OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5-1 / Respect de la réglementation

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire dans le respect des normes, règlements, documents techniques unifiés et recommandations en vigueur, notamment et de manière non exhaustive :

- le code de la commande publique ;
- le Code civil ;
- le Code du travail.

Le titulaire respectera impérativement la charte graphique de l'université applicable aux documents.

5-2 / Confidentialité

Le titulaire, ses collaborateurs, experts et sous-traitants éventuels s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, technique, financière, administrative, juridique et stratégique, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le titulaire à des personnes tiers au présent marché sans l'autorisation préalable de l'université.

Le titulaire garantit que ses employés ou co-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de l'université et engagerait sa responsabilité.

5-3 / Responsabilité et assurances

5-3.1 Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'université ou à des tiers.

5-3.2 Assurances

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'université ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'université ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché. L'Université attire également l'attention du titulaire sur la nécessité que son assurance couvre bien le travail en hauteur.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante correspondant à l'importance et aux caractéristiques du marché et doit produire avant tout début d'exécution, et à toute demande de l'université, une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

L'université se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de responsabilité civile par catégorie de risque si les prestations nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

5-4 / Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de respecter les obligations qui s'imposent à lui au titre des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires.

5-5 / Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve de la plus grande correction. Le titulaire doit se porter garant de l'honorabilité de son personnel.

Il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux de nettoyage, ainsi que des vols pouvant être commis par ses préposés. Tout dégât sur le mobilier, l'immobilier ou tout matériel appartenant à l'université commis durant les horaires de travail (installation, service et débarras) doit être remplacé aux frais du titulaire.

Le personnel devra être facilement identifiable grâce à sa tenue et un badge d'identification.

Enfin, le titulaire devra assurer dans les locaux de l'université, la stricte application des lois et règlements en vigueur notamment sur les conditions de travail et la main d'œuvre étrangère.

Le titulaire devra respecter les dispositions particulières applicables à certains bâtiments et adapter la nature de ses interventions en fonction de la particularité des sites dans lesquels il interviendra (consignes de sécurité, horaires spécifiques, respect des lieux et mobiliers classés ou de valeur).

Mesures de sécurité :

Le titulaire doit impérativement :

- enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales (notamment sécurité incendie, sûreté, etc..) et particulières propres à l'université et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues et comprises des intéressés ;
- mettre à la disposition du personnel placé sous son autorité des outils, matériels et moyens de prévention conformes à la réglementation en vigueur, aux prestations réalisées (notamment en hauteur) et à leur faire connaître les consignes liées à leur emploi ;
- faire savoir à leur personnel que les prestations seraient arrêtées si les consignes de sécurité prévues n'étaient pas respectées. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

ARTICLE 6 / SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation écrite des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par la personne publique.

Il est fait application des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance et du Chapitre III : Sous-traitance du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre :

1-Un acte spécial (déclaration de sous-traitance, formulaire DC4) dûment complété, daté et signé en original par la société titulaire du marché et signé en original également par son sous-traitant ;

2-Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2) à compléter par le sous-traitant ;

3-La copie du (ou des) jugement(s), en cas de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ;

4-Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le sous-traitant a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;

5-L'attestation d'assurance en cours de validité ;

6-Un extrait K BIS ;

7-Un RIB ou RIP ;

8-Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant, comprenant un dossier détaillé de références datant de moins de 3 ans et portant sur des prestations de nature et de complexité comparable à l'objet du présent marché.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant, il communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'université de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

ARTICLE 7 / RECEPTION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées en principe de façon contradictoire sous la responsabilité du responsable de site.

Ces vérifications seront faites par centre. Le cas échéant, elles pourront se faire sans la présence du titulaire par dérogation aux articles 27 et 28 du C.C.A.G-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision, par centre, dans les conditions prévues à articles 29 du C.C.A.G-F.C.S.

En cas d'ajournement des prestations, le titulaire doit reprendre sous 72 heures maximum sa prestation à la date du signalement afin d'y apporter les correctifs nécessaires sous peine de pénalités par dérogation à l'article 30 du C.C.A.G-F.C.S.

L'admission des prestations sera prononcée (par centre) par le pouvoir adjudicateur habilité à cet effet. Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées selon les usages de la profession et selon les modalités du présent marché.

ARTICLE 8 / PRIX

8-1 / Forme des prix

Conformément à l'article R.2112-6 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché composite mono-attributaire comprenant une partie ordinaire traitée à prix global et forfaitaire pour les prestations récurrentes et une partie à bons de commande traitée à prix unitaire pour les prestations occasionnelles.

Les prestations occasionnelles seront exécutées au fur et à mesure de la survenance des besoins et de l'émission de bons de commande, en application des dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique, et dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du même code.

La partie à bons de commande sera conclue dans les limites financières suivantes :

- Sans montant minimum annuel ;
- Montant maximum annuel : 25 000 € HT.

Les prix des prestations occasionnelles sont définis dans le document appelé Bordereau des Prix Unitaires (dénommé ci-après BPU) et seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché.

Les prix couvrent toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes parafiscales, etc.

Aux prix ainsi définis, s'applique la TVA au taux en vigueur le jour de l'émission de la facture. Les prix sont libellés en euros et sont réputés complets.

8-2 / Variation des prix

Les prix unitaires hors taxes du présent marché sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils pourront ensuite être révisés, à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + ((0,85 * (I/I_0)))]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé hors TVA

P₀ : Prix d'origine hors TVA figurant au marché

I₀ : Valeur de l'indice de prix de production des services français aux entreprises françaises – Nettoyage courant, marché public - au mois de remise des offres

I : Valeur de l'indice de prix de production des services français aux entreprises françaises – Nettoyage courant, marché public - connu à la date d'anniversaire du marché

Les valeurs de l'indice sont à relever sur le site internet de l'INSEE.

Référence INSEE : CPF 81.21

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766785>

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs seront effectués au dix millième près puis arrondis en conformité avec les règles d'arrondi de l'euro.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'index de remplacement ;
- si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Les nouveaux prix du marché ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.

Le titulaire communiquera à l'université ses nouveaux tarifs par écrit un (1) mois minimum avant la date anniversaire du marché par courriel à la DL et au service des achats aux adresses suivantes :

dl@univ-paris1.fr

marches@univ-paris1.fr

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si l'université n'a pas fait d'observation dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de leur date de réception.

Aux prix ainsi définis s'applique la T.V.A. au taux en vigueur au jour de l'exécution.

ARTICLE 9 / MODALITES DE REGLEMENT

La prestation est réglée après service fait sur présentation du bon de commande et de la facture correspondante.

Le règlement des dépenses se fera par virement, dans le respect des règles de la comptabilité publique.

9-1 / Bons de commande

Le bon de commande doit comporter les renseignements suivants :

- le numéro correspondant ;
- la référence au présent marché ;
- la désignation des prestations et les quantités souhaitées ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire ;
- le prix hors taxes et toutes taxes comprises ;
- le taux de TVA et le montant de la TVA ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

9-2 / Acomptes

Les articles R.2191-21 et R.2191-22 du code de la commande publique sont applicables le cas échéant.

9-3 / Avance pour la partie forfaitaire uniquement si elle est supérieure à 50 000 € HT

Sauf renonciation du titulaire portée à l'acte d'engagement, le versement d'une avance est prévu, selon les modalités stipulées ci-après et conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

Le montant de l'avance versé au titulaire est déterminé par application des articles R.2191-6 à R.2191-10 du même Code et n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code précité.

9-4 / Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.

Le délai de paiement court à partir de la date de réception de la facture non sujette à contestation ou rectification. Toutefois, le délai court à compter de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

9-5 / Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donnera lieu au versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 euros pour frais de recouvrement.

9-6 / Cession de créances ou nantissement

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique, sont désignés :

Comme ordonnateur :

Madame la Présidente de l'université Paris 1 Panthéon - Sorbonne
12, place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Comme comptable assignataire des paiements :

L'Agent comptable de l'université Paris 1 Panthéon - Sorbonne
12, place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Comme personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du code de la commande publique :

Madame la Présidente de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ou son représentant

9-7 / Factures électronique via Chorus Pro

Le titulaire a l'obligation de transmettre des factures dématérialisées via Chorus Pro conformément à la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014. Les documents peuvent être transmis au travers de la solution Chorus Pro en mode portail, EDI ou services. Les portails amont permettent les échanges entre le titulaire et l'université. Un outil intégré permet la gestion de sollicitations à destination de l'université.

Pour ce faire, il sera nécessaire de disposer des indications suivantes :

- Numéro SIRET auquel les factures devront être adressées : 197 517 170 00019 ;
- Numéro du bon de commande SIFAC (communiqué par le service émetteur du bon de commande).

Les décomptes comportent impérativement :

- le numéro du marché concerné .
- le numéro du bon de commande ;
- les travaux fournis ;
- le montant en euros, hors taxes des travaux fournies ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises ;
- la date d'envoi du décompte ;
- le RIB ou RIP joint à l'acte d'engagement.

Toute modification de domiciliation bancaire ou postale doit être notifiée **avant** facturation au :

Pôle contrôle interne qualité et accompagnement – DAFB
Tiers.sifac@univ-paris1.fr

Il sera notifié au titulaire si le décompte a été modifiée ou complétée. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

ARTICLE 10 / PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire encourt en cas de manquement à ses obligations contractuelles, les pénalités suivantes sans mise en demeure préalable (les tableaux ci- dessous sont valables par centre) :

Pénalité	Montant
1/ Nettoyage entier de la vitrerie non réalisé dans le cadre du planning d'exécution établi avec le responsable de site	800 euros par prestation non réalisée et par centre
2/ Mobilier(s) déplacé(s) non remis en place	50 euros par salle (ou bureau)

3/ Nettoyage partiel de la vitrerie dans le cadre du planning établi, avec le responsable de site	300 euros par prestation et par centre
4/ Vitrerie ponctuelle non nettoyée lors des passages annuels	25 euros par vitrerie
5/ Absence du titulaire non signalée à une réunion programmée	300 euros par réunion
6/ Non-respect des obligations du CCTP relative au respect du développement durable (notamment, emploi de produit ne disposant pas d'écolabel, non-respect des certifications spécifiques renseignées en matière environnementale, non-respect du tri).	300 euros par manquement constaté et par centre
7/ non-respect de heures sociales proposées par le candidat	200 euros à chaque constatation

Les pénalités 1 et 2 ne sont pas cumulables. Pour le site des éditions de la Sorbonne, les pénalités 1 et 2 sont réduites respectivement à 250 euros TTC et 100 euros TTC.

ARTICLE 11/ CLAUSE SOCIALE

L'université, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans les clauses administratives particulières de ces marchés une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché devra réaliser, si elle l'a proposé dans son offre, une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières. Le nombre d'heures d'insertion que le candidat s'engage à honorer pour le présent marché est fixé dans son cadre de réponses techniques ou en annexe.

1. Les publics visés

La clause sociale mobilisée dans le présent marché vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi notamment aux publics visés aux articles 16.1.1.1 et 16.1.1.2 du CCAG-FCS, c'est-à-dire les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat, et les personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail.

2. Les modalités de mise en œuvre

Il s'agit, pour le titulaire s'il l'a prévu dans son offre, de réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;

- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

3. Modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens jugés appropriés par l'université, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle chaque titulaire s'est engagé.

A la demande de l'université, chaque titulaire fournira, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire devra, dès leur survenance, informer l'université par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, l'université, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, l'université pourra procéder à la résiliation du marché.

ARTICLE 12 / RESILIATION

Il sera fait application du chapitre 7 du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Pouvoir adjudicateur, le pourcentage prévu à l'article 51 du CCAG/TIC est fixé à 4% du montant HT non révisé de la partie non réalisée du marché.

En application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-1 à R.2143-14 dudit Code ou le refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail conformément au 1° du I de l'article 46, peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le cas échéant, la résiliation du marché peut être décidée aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 13 / REGLEMENT DES LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre l'université et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En cas de persistance du litige, celui-ci sera réglé par les lois et règlements du droit français.

Le Tribunal administratif de Paris est seul compétent et la loi française est seule applicable.

ARTICLE 14 / DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
27, 28 et 30	7
14	10